



État d'esprit des personnels de l'éducation et des parents : le sondage FSU qui confirme le rejet de la politique du Ministre de l'Éducation nationale

La FSU publie ici un sondage qu'elle a commandé à l'institut IPSOS. Il en ressort que personnels comme parents d'élèves manifestent un niveau inégalé de défiance vis-à-vis de la politique mise en œuvre par JM Blanquer. Le sondage dessine le portrait d'une communauté éducative qui s'estime d'autant plus malmenée qu'elle a une haute idée du rôle de l'école et de l'utilité sociale des métiers de l'éducation. Convaincu-es qu'ils et elles pourraient faire mieux s'ils et elles étaient reconnu-es, les personnels attendent une autre politique en matière de revalorisation salariale et de création de postes pour faire diminuer les effectifs par classe et le nombre d'élèves suivis par chaque personnel.

Les rémunérations et les déroulements de carrière actuels ne sont pas considérés par les personnels comme la juste reconnaissance de leur travail. Le plan salarial annoncé par JM Blanquer pour les enseignant-es n'est pas considéré comme une revalorisation (74 % sont insatisfaits, dont 40 % ne sont pas du tout satisfaits). L'augmentation du salaire est la priorité et ce, quel que soit le corps ou le lieu d'exercice (77% des personnels de l'éducation la jugent essentielle).

Pour pratiquement tous les items où il est question de l'appréciation de la politique mise en œuvre par le Ministre, les scores négatifs sont très élevés (souvent plus de 70%). Les enseignant-es estiment que ces réformes sont inutiles pour les élèves, vont dans le mauvais sens et en prime aggravent leurs conditions de travail. Le bilan est sévère. Le divorce entre les personnels et le ministre apparaît aussi sur les questions sanitaires : 71 % d'insatisfaits de la manière dont il a géré l'impact de la crise sanitaire sur l'éducation.

21 % des enseignant-es considèrent que leurs relations avec leur hiérarchie s'est détériorée depuis 3 ans, mais la stabilité prévaut (66 % disent qu'elles n'ont pas changé) et 68 % des non enseignants estiment que leur rôle est reconnu par celle-ci. La coupure nette sépare en fait la hiérarchie de proximité, qui reste appréciée (classée en dernier parmi les facteurs qui rendent plus difficile l'exercice du métier), et le ministère, très critiqué.

L'autonomie pédagogique fait consensus (83 % des enseignant-es la jugent essentielle, comme 61 % des parents). Des mesures qui apparaîtraient comme une contrainte autoritaire sur les enseignant-es seraient rejetées par l'ensemble des acteurs de l'éducation.

L'inquiétude des personnels et des parents est palpable : attentats, laïcité, Covid19. Contrairement à ce que des expressions isolées ont pu laisser penser, la crise sanitaire a resserré les liens entre les acteurs de terrain : 75% des parents sont satisfaits de la façon dont les personnels de l'Éducation nationale gèrent son impact. Parents, enseignant-es et autres personnels de l'Éducation sont inquiets des effets de la crise sanitaire sur le niveau des élèves. La FSU considère qu'on ne pourra éviter d'aggraver les inégalités sociales qu'à condition d'adopter un plan d'urgence pour le service public d'éducation.

Les Lilas, le 01 décembre 2020

